

Lettre ouverte au DDFiP de l'Isère

Monsieur LERAY,

Le mardi 4 juillet vous avez utilisé une de vos prérogatives vous permettant de vous adresser à votre guise à tous les agents de la DDFiP de l'Isère. Le contenu de votre message a retenu toute notre attention au regard du sujet évoqué. Il vient après et dans la continuité des propos que vous-même et vos équipes ont tenu face aux représentants des personnels lors des réunions informelles d'information sur les mouvements locaux et de la réunion du 29 juin dernier sollicitée par une organisation syndicale représentative.

Nous les qualifierons, les uns comme les autres d'abord de lénifiants puis de technocratiques.

Lénifiants en ce qu'ils sous-estiment la réalité de la vie quotidienne dans les services, ce qui, pour le coup, les rend pour le moins irritants. **Technocratiques** quand ils alignent des statistiques sensées démontrer que nous nous trouvons face à un problème conjoncturel alors qu'il est à l'évidence structurel.

Ce sont en effet les vagues incessantes de suppressions d'emplois, de restructurations, de bouleversement des repères de gestion qui sont la cause du déficit abyssal en effectifs qu'accuse cette année le département de l'Isère. C'est aussi et surtout la propension d'une grande partie du commandement et de la hiérarchie de la DGFIP, dont vous faite partie, à adouber, appuyer et mettre en œuvre la politique de ce gouvernement, et des précédents également, sans la moindre résistance. Si les grands généraux de ce pays et après eux les plus grands médecins et chirurgiens se sont exposés pour dénoncer les suppressions d'emplois et les baisses de budgets dans leur secteur, à la DGFIP nous avons droit à un silence fracassant de la part d'une hiérarchie complètement hypnotisée par la Macronie et ses thuriféraires.

Venons-en à votre prose.

Vous prétendez que le nombre « important »(!) de vacances de postes en B et en C serait généré par un déséquilibre entre le nombre de départ et d'arrivée et par un volant massif de départs à la retraite. Vous oubliez au passage de terminer votre phrase : un volant massif de départs à la retraite non-remplacés ! Et pour cause, puisque gouvernement et parlement ont décidé de ne plus remplacer tous les départs à la retraite ! CQFD.

Quant à l'attractivité du département, si vous la constatez, pas la moindre tentative d'analyse et d'explication... Nous allons vous aider :

L'affectation au département et non plus à la résidence, comme c'était le cas il n'y a encore pas si longtemps, constitue un véritable repoussoir pour celles et ceux des agents candidats à la mobilité, sans oublier les délais de séjour. Et ce d'autant que plus personne ou presque n'ignore qu'il n'y a plus véritablement de règle en matière d'affectation locale.

Vous soulignez ensuite que 37 services infra-département et plusieurs divisions de la direction sont concernés à des degrés très variables, par des vacances de postes et que 7 services infra-départementaux présentent une situation plus défavorablement marquée.

C'est à partir de cette analyse statistique que vous formulez vos solutions et présentez vos engagements. Au passage, sans la moindre concertation ni avec les personnels concernés et encore moins avec les représentants du personnel.

Premier emplâtre sur la jambe de bois : le recrutement de 22 contractuels ! Sachant que leur présence dans la direction va venir obérer l'année prochaine les chances pour des agents titulaires de rejoindre l'Isère.

Prétendre que l'apport d'un tel volant de personnels est une partie de votre solution confine au mépris. C'est mettre sur un même pied d'égalité la technicité et l'expérience des agents et agentes en place et celle de novices de la « fiscalité » qu'il va falloir former.

Vous affirmez ensuite qu'un fort contingent de stagiaire B et A en provenance des établissements de l'ENFIP vont rejoindre nos services en avril et mai 2024, à l'issue de leur formation initiale.

Promesse qui ne s'appuie sur aucun élément probant. Rappelons au passage que les stagiaires A en sortie d'école sont affectés sur les postes restés vacants à l'issue des mouvements des titulaires. Or, pour la catégorie A, toutes les chaises sont pourvues ! Et si par un heureux hasard de circonstance, certains des futurs inspecteurs frais émoulus des rangs de l'Enfip arrivaient dans le département, ils obéneraient eux aussi de nouvelles entrées lors du mouvement suivant des titulaires.

Quant aux cadres B, la seule prévision que vous pourriez vous permettre, réside en la croyance que ceux des lauréats qui sont originaires du département souhaitent et puissent le rejoindre. Pour les autres, compte-tenu de l'affectation au département et du fait que pour les mutations locales ils passent après tous les autres, il n'est pas vraiment certain qu'ils tentent leur chance.

Côté effectif donc, vos solutions, c'est du vent !

Intéressons-nous aux autres de vos martingales : l'entraide (appelons un chat un chat) entre les services, la priorisation/simplification, l'organisation.

Il faut ici comprendre que les services qui sont le moins mal en point du point de vue des effectifs, sur la base du taux de couverture des emplois, vont venir en aide à ceux qui sont un peu plus mal !

Vous omettez un peu vite que les premiers sont déjà en extrême tension et qu'ils sortent à peine la tête de l'eau au prix de sacrifices quasiment insupportable. Même si le nombre de chaises occupées physiquement sont plus nombreuses, il en manque trop !

Et puis, alors que depuis des années l'administration instaure une malsaine compétition entre les services et les agents, vous voudriez passer, d'un coup de baguette magique, à une forme de coopération salubre !

Il ne faut pas prendre les agents de la DDFiP pour des canards sauvages !

Le deuxième pilier de votre plan d'action s'intitule : priorisation/simplification !

En clair, ce que vous proposez ici, c'est l'abandon de certaines missions et le saccage de celles qui survivront. Et vous allez ainsi créer encore plus de mal-être au travail par la perte de sens que vous allez accentuer. Il est certains que lorsque les contractuels et l'intelligence artificielle auront remplacé des fonctionnaires titulaires qui conservent une certaine idée de ce pourquoi ils se lèvent le matin et viennent au bureau, encore un peu de cette conscience professionnelle et des valeurs du service public, tout sera plus facile.

Le dernier vous est particulièrement cher, les agents du SPF de Grenoble s'en sont amèrement aperçus !

En fait, au fin fond de votre for intérieur, vous pensez que les maux de la DGFIP viennent de l'incapacité des personnels à s'organiser, ou plutôt à se plier à des méthodes de travail et d'organisation du travail qui au fond les transforment en machine à cliquer ! Et qui les révulsent !

Le premier volet de votre plan d'action c'est du vent, le second c'est encore plus de souffrance au travail, c'est encore plus de désillusion, c'est encore plus de mal-être, c'est encore moins de qualité, moins de justice, moins de service public.

Mais cela donnera du grain à moudre à une cohorte d'employés supérieurs qui vont venir nous expliquer la vie sans ne connaître rien ou pas grand-chose à ce que nous faisons tous les jours...